

Emirats: des réformes financières sont en préparation

UAE

Posté par: Karim

Publiée le : 24/5/2010 0:07:20

DUBAI - Les autorités fédérales des Emirats arabes unis et celles de l'émirat de Dubaï préparent des réformes urgentes pour pallier les failles de leurs systèmes financiers afin de contenir l'impact de la crise mondiale, a annoncé dimanche un responsable de Dubaï.

Le Comité fiscal suprême de Dubaï, qui supervise la politique financière de la ville-émirat, s'emploie à "mettre en place un programme global pour remédier aux faiblesses de son système financier", a déclaré cheikh Ahmed Ben Saïd Al-Maktoum, président du Comité et patron d'Emirates Group.

"Au niveau fédéral, des mesures urgentes sont en cours de mise en place pour remédier aux éventuelles failles dans le dispositif légal et de régulation", a-t-il ajouté.

Il s'adressait aux participants au forum MENASA 2010, une conférence de deux jours sur "le financement de la prochaine décennie de développement" au Moyen-Orient, en Afrique du nord et en Asie du sud.

En outre, a-t-il poursuivi, "un cadre clair est en cours d'élaboration pour une restructuration financière et une réorganisation des compagnies (de Dubaï), sur la base de normes internationales".

Il a annoncé par ailleurs que le gouvernement fédéral proposerait dans l'année une loi sur la dette publique, qui permettra de "créer un organisme de gestion de la dette pour coordonner les emprunts des entités liées au gouvernement".

"Une unité de gestion de la dette devrait aussi être créée à Dubaï pour centraliser les décisions concernant la dette", a-t-il ajouté.

Dubaï, membre de la fédération des Emirats arabes unis, un riche pays pétrolier du Golfe, avait fait trembler les places financières internationales en novembre en demandant un moratoire sur une partie de la dette de Dubai World, estimée alors à 59 milliards de dollars.

Dubai World a annoncé jeudi être parvenu à un accord de principe avec la plupart des banques créancières pour une restructuration d'une dette de 23,5 milliards de dollars, mais la proposition doit toujours être acceptée par les autres créanciers.

"La proposition démontre l'engagement de Dubaï à assurer la réussite des entités liées au gouvernement", a-t-il dit.

La dette totale de l'émirat est estimée entre 80 et 100 milliards de dollars mais selon certains experts elle pourrait atteindre 170 milliards.

